Huit dirigeants catalans en détention provisoire, mandat d'arrêt européen contre Puigdemont

02/11/2017 à 18h11

Le parquet espagnol demande un mandat d'arrêt européen contre Carles Puigdemont. Le président destitué de la Catalogne se trouve actuellement à Bruxelles, avec quatre autres conseillers également démis de leurs fonctions. Huit dirigeants catalans ont été placés détention provisoire.

Le procureur de l'Etat espagnol a requis, jeudi 2 novembre, un mandat d'arrêt européen contre Carles Puigdemont. La juge Carmen Lamela a également décidé – conformément aux réquisitions du procureur – le placement en détention provisoire de huit dirigeants séparatistes entendus le même jour à l'Audience nationale, la Haute Cour de justice espagnole, à Madrid.
Ils étaient neuf, dont l'ex-vice-président de la Généralité de Catalogne, Oriol Junqueras, et Raul Romeva, ancien conseiller aux affaires étrangères, à s'être présentés devant l'Audience nationale, où ils devaient répondre d'accusations de rébellion, sédition et détournement de fonds publics à la suite de l'organisation du référendum sur l'indépendance de la Catalogne, jugé illégal par Madrid.

Face au refus de l'ancien dirigeant catalan de se présenter à l'Audience, le procureur de l'Etat a requis un mandat d'arrêt européen contre lui, ainsi que pour quatre de ses anciens conseillers qui se trouvent à ses côtés à Bruxelles. La juge doit encore décider si elle accepte cette réquisition, mais elle a d'ores et déjà ordonné son placement en détention,

comme tous ses ministres. […]

Par ailleurs, la juge de l'Audience nationale a décidé de suivre les réquisitions du procureur général de l'Etat et a ordonné la détention provisoire de huit des neuf dirigeants catalans présents à l'Audience jeudi. **Tous sont inculpés pour détournement de fonds publics, sédition et rébellion** – dont l'ancien vice-président, Oriol Junqueras. **Les deux derniers chefs d'accusation sont passibles de lourdes peines, allant jusqu'à trente ans de prison.** […]